

LAURENT LARCHER

Papa, qu'est-ce qu'on
a fait au Rwanda?

La France face au génocide

SEUIL

Laurent Larcher, *Papa, qu'est-ce qu'on a fait au Rwanda ? La France face au génocide*, Seuil, 2024, 158 pages.

Laurant Larcher, journaliste à *La Croix*, et spécialiste de l'Afrique subsaharienne, choisit de répondre à sa fille sur le rôle de la France au Rwanda entre 1990 et aujourd'hui.

S'adressant à sa fille et à sa génération qui n'a pas connu le drame génocidaire qu'ont vécu les Tutsi du Rwanda, il remonte à l'histoire de la colonisation pour rappeler les erreurs fondamentales et persistantes des Européens concernant la société rwandaise en la divisant en ethnies opposées et irréconciliables. C'est sur cette lecture que se fonde la politique de soutien de la France à la majorité hutu, conjuguée avec les intérêts géostratégiques de Paris qui entend défendre son « pré carré » en Afrique face aux Anglo-Saxons. Laurent Larcher s'appuie sur ses connaissances du terrain et sur les travaux qui ont été effectués, notamment le rapport de 2021 établi par la commission de recherche dirigée par Vincent Duclert¹, sur les interviews qu'il a menés avec des acteurs de cette politique² et d'autres ouvrages ou témoignages³, pour apporter un éclairage sans fard sur l'aveuglement et les errements de la France et plus particulièrement de la cellule élyséenne. Trois témoignages de Tutsi rescapés rappellent la réalité poignante de cette politique : celui d'Anne-Clarisse qui raconte la traque, la protection de quelques Hutu, la fuite vers le Zaïre, l'assassinat d'un de ses frères au cours du voyage, puis la protection offerte par des soldats du FPR. Celui d'Étienne dont le père travaillait à l'ambassade de France, et dont la famille a été sauvée grâce à un voisin avant d'être emmenée par les militaires d'Amaryllis, devant lesquels les miliciens armés n'ont pas osé perpétrer leur meurtre, pour partir dans le premier avion, celui qui transportait des membres de l'Akazu, après avoir imploré en vain de porter secours au reste de la famille cachée et des Tutsi traqués qui s'accrochaient au camion, car « ils n'étaient pas sur leur liste ». Celui de Daniel (Issa après sa conversion à l'Islam), à Bisesero, qui, à 8 ans, a reçu un coup de matraque puis des coups de machette sur la tête dont il garde à jamais la marque, soigné et protégé par un médecin de Turquoise.

Son livre est divisé en quatre parties chronothématiques. La première, « Premiers pas » revient sur les origines de la haine et le rôle de la cellule élyséenne qui s'affranchit totalement des pratiques constitutionnelles (les pratiques d'officine développées dans le rapport Duclert).

La deuxième, « S'engager » à partir d'octobre 1990, retrace l'engagement de la France à partir de la décision personnelle du président Mitterrand : c'est l'opération Noroît dont l'auteur rappelle qu'elle va durer jusqu'en décembre 1993, après la signature, le 4 août, des accords d'Arusha, alors que les Belges se sont retirés au bout de quelques semaines après la fin de la mission de protection et d'évacuation de leurs ressortissants, ce qui était aussi, pourtant, la mission de Noroît. L'engagement continu et de plus en plus important en armes et en hommes est décrit, ainsi que les alertes multiples qui ont été faites contre le régime et les risques de génocide, pendant toute la période mais qui sont restées inaudibles⁴.

¹ *La France, le Rwanda et le génocide des Tutsi (1990-1994)*, Armand Colin, 2021, 1227 pages.

² Laurent Larcher, *Rwanda ils parlent, témoignages pour l'histoire*, Seuil, 2019, 794 pages.

³ Jean Varret, *Souviens-toi. Mémoires à l'usage des générations futures*, Les Arènes, 2023, 274 pages. Articles du général Sartre, dans *Le Monde* et dans *Études*.

⁴ Celles du général Varret, chef de la mission de coopération militaire, du colonel Galinié, l'attaché de défense à qui le commandement de Noroît a été retiré ; celles du rédacteur Rwanda au ministère des Affaires étrangères, Antoine Anfré ; celles des chercheurs comme Jean-Pierre Chrétien ou Jean-François Bayart ; celles de journalistes comme Patrick de Saint-Exupéry.

Officiellement, l'aide militaire devait s'accompagner d'une politique de démocratisation du pays, selon la politique annoncée par François Mitterrand à La Baule, en juin 1990 : il fallait « tordre le bras d'Habyarimana » selon les mots d'Hubert Védrine, alors secrétaire général de l'Élysée. L'auteur rappelle que cette démocratisation a été fallacieusement mise en œuvre et que la France s'est satisfaite des apparences.

La troisième partie du livre, « Face au génocide », évoque le « sauvetage amer », celui qui est organisé par l'opération Amaryllis, sauvetage très sélectif comme le rapporte le témoignage d'Étienne. Il rappelle la poursuite de la livraison d'armes aux Forces armées rwandaises, l'armée génocidaire, éventuellement par le biais de mercenaires bien en vue à l'Élysée ; le vote par l'ONU de la résolution 912 qui permet le retrait des Casques bleus de la MINUAR, en n'en laissant que 270, alors qu'il aurait fallu la renforcer au contraire ; la réception à Paris de quelques ministres génocidaires ; la difficulté des responsables français de parler de « génocide », préférant mettre en avant les « massacres » renvoyant dos à dos les Hutu et les Tutsi. Nous avons du « sang sur nos mains ».

La dernière partie, « Les Damnés », porte sur l'opération Turquoise principalement. Il s'agit d'un « sauvetage amer », car cette opération militaire, menée sous couvert d'une résolution de l'ONU (résolution 929), préparée et rédigée par les Français et le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, très complaisant à l'égard de la France, est d'abord une opération militaire. Si l'objectif de la mission était humanitaire, ce volet, mis en place dans la Zone humanitaire sûre (ZHS) au sud-ouest du Rwanda, n'est opérationnel qu'après le volet militaire. Le drame de Bisesero (27-30 juin) est justement mis en avant, accompagné du témoignage du jeune Daniel/Issa évoqué ci-dessus. Laurent Larcher mentionne les ambiguïtés de la mission, la volonté non dite de protéger les Hutu et le gouvernement génocidaire avant les Tutsi, car l'ennemi reste le FPR ; il rappelle ce que rapporte le général Sartre, alors colonel commandant la zone nord de la ZHS, sur l'incompréhension de la politique à mener, le décalage énorme entre les ordres de Paris et la réalité du terrain. Enfin, l'enquête bâclée du juge Bruguière en 1998, à la suite de la plainte portée par les familles des victimes françaises, mortes dans l'avion d'Habyarimana le 6 avril 1994, qui sans se rendre sur le terrain, rend responsable de l'attentat Paul Kagame et son entourage, dans la logique même de la politique menée par la France, et qui revient à la disculper. Il faut la reprise du dossier par deux autres juges, Trédivic et Coirre, en 2011, pour aboutir à un non-lieu.

Le livre de Laurent Larcher propose une approche très accessible de la réalité de la politique de la France au Rwanda. Son point de vue est d'emblée très critique à son égard. Il se réfère à plusieurs reprises au rapport de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi. L'auteur ne manque pas de rappeler aussi le courage de ceux que l'on n'appelait pas encore, à l'époque « les lanceurs d'alerte ». Ils ont été inaudibles, ignorés, maltraités. Le livre est fondé sur des savoirs précis, des travaux et des témoignages divers. Laurent Larcher a raison de rappeler que « connaître est un combat ». Son ouvrage en est une très bonne illustration.

Chantal Morelle, docteure en histoire, professeure honoraire en CPGE